

L'UE reprend son aide directe au Burundi, suspendue depuis 2016

Source AFP L'Union européenne a mis fin aux sanctions imposées en 2016 au Burundi pour saluer le processus politique engagé dans ce pays et va reprendre son soutien budgétaire au gouvernement, a annoncé mardi le Conseil de l'UE. L'UE avait suspendu en 2016 les appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires, pour sanctionner les violences provoquées par une crise politique, mais avait maintenu intégralement son soutien financier à la population.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

La mesure concernait une aide globale de 430 millions d'euros pour la période 2015-2020. L'abrogation de la décision prise en 2016 va permettre de relancer la coopération avec le Burundi, a annoncé le communiqué du Conseil, l'institution représentant les Vingt-Sept. "La décision est l'aboutissement du processus politique pacifique entamé lors des élections générales de mai 2020" qui ont porté Evariste Ndayishimiye à la tête de ce petit pays de l'Afrique des Grands lacs, souligne le communiqué. "L'UE est prête, aux côtés d'autres partenaires internationaux, à soutenir les efforts que déploient actuellement les autorités burundaises pour stabiliser et consolider les institutions démocratiques, promouvoir les droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'Etat de droit", conclut le communiqué. Les Etats-Unis avaient levé leurs sanctions en novembre 2021. Cette levée des sanctions "est une victoire partagée entre le Burundi et l'Union européenne et ses Etats membres au terme d'un long processus de dialogue franc et sincère qui a été marqué par l'esprit d'ouverture, de compromis et de confiance mutuelle entre les deux parties", a tweeté le ministre burundais des Affaires étrangères, Albert Shingiro, saluant "un ingrédient pour le réchauffement de nos liens bilatéraux". Mais les ONG ont condamné cette décision. Elles soutiennent que rien n'a changé pour justifier cette démarche. "Les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent peut-être qu'en agissant ainsi, ils encourageront les réformes, mais ils risquent plutôt d'enhardir les auteurs de violations des droits de l'homme qui opèrent dans une impunité quasi-totale", a déclaré Mausei Segun, directeur de Human Rights Watch pour l'Afrique.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});